Être maire en Corse, d'un Napoléon à l'autre (1800-1870)

Pierre Allorant

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8545>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2017

Pagination : 41-52

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Pierre Allorant, « Être maire en Corse, d'un Napoléon à l'autre (1800-1870) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 94 | 2017, mis en ligne le 15 décembre 2017, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8545>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Être maire en Corse, d'un Napoléon à l'autre (1800-1870)

Pierre Allorant

La campagne électorale a été avare de largesses, mais à présent les fêtards partagent leur victoire avec tous. En passant près de nous, le maire nous serre la main. [...]

- Tu vois, dis-je à Baptiste, c'est un brave type, M. le maire. À moi, il me parle en corse et à toi il te fait servir à boire : il connaît bien ses administrés.

- 1 Cette scène de victoire municipale pourrait illustrer l'image du maire corse au XIX^e siècle telle qu'elle ressort des rapports des préfets ou des procureurs, y compris l'usage alternatif des langues¹. L'impression qui en ressort est proche de celle tirée des rapports de Mérimée et de Blanqui² sur la situation de l'île, abandonnée par sa « marâtre française » et la malédiction d'élites morcelées, rivales, tournées vers la rhétorique et le clientélisme et non vers le progrès. Dans son *Rapport sur l'état économique et moral de la Corse*, l'économiste libéral Blanqui affirme que « la Corse doit à sa position insulaire l'orageuse langueur où elle a végété depuis les premiers temps de son histoire [...] la Corse a toujours été traitée comme une colonie ».
- 2 Vue par les agents de l'Intérieur et de la Justice, l'île de Beauté cache ses charmes et peut devenir un calvaire pour la tutelle, impuissante à assurer la marche des affaires, voire la simple régularité des actes de l'état-civil. La comparaison coloniale revient sous la plume des rapporteurs, alors que les Corses entretiennent un lien fort avec la « projection coloniale » de la « plus grande France », singulièrement dans les mairies. Quelles sont les représentations du maire corse, de Bonaparte à la fin du Second Empire ? Comme l'a écrit en « préfacier continental » Maurice Agulhon, les particularismes de la politique et de la société corses n'ont rien d'immuables, et l'enjeu consiste à vérifier comment elles se rattachent à un retard des ruralités, en particulier méditerranéennes. Les dysfonctionnements municipaux, l'inertie de la tutelle ou le brigandage forestier se rencontrent tout autant dans le Berry, où des préfets sortis des rangs des maîtres des requêtes se comportent en gouverneurs emplis de préjugés méprisants sur les maires de village. Être maire en Corse du Consulat à Sedan, c'est le plus souvent être choisi par le gouvernement dans les rares villes, ou par le préfet dans

les villages ; mais la place décisive des liens familiaux fait qu'en Corse si on ne naît pas maire, on a peu de chance de le devenir, on hérite de ces fonctions et avec, des inimitiés du clan ou parti rival, prolige en dénonciations. Plus qu'ailleurs, les représentations des maires fournies par les canaux rivaux du préfet d'Ajaccio et du procureur de Bastia, divergent, voire se heurtent et rejouent les tensions entre le ministre de l'Intérieur et le garde des Sceaux. La chronique des relations maires/préfets est dominée par le balancement entre la résignation face à la médiocrité du service rendu par des fonctionnaires pauvres et peu éduqués, et la double répression administrative et pénale des abus et irrégularités, surtout sous la Restauration. En contrepoint, le portrait du bon maire, qu'Adolphe Blanqui situe à Algajola avec Padroni, modèle d'hospitalité « de bonté, de simplicité et de dignité », transparait de rapports en tableaux, à travers les présentations aux conseils supra-communales, pour entrer dans le corps préfectoral ou l'ordre de la légion d'Honneur. Chaque régime colore la fonction municipale, à mesure des ruptures législatives et des fluctuations des politiques envers la Corse, entre reconnaissance de la spécificité insulaire et volonté d'uniformisation. Paradoxalement, la Corse échappe initialement à la domination préfectorale du fait d'un régime militaire post-reconquête, entreprise de francisation et de répression confiée à Miot, administrateur général. Les maires corses servent de relais à la réorganisation administrative, à la conscription et à l'embellissement d'Ajaccio. Corruption et matraquage fiscal ulcèrent des populations montagnardes appauvries par les guerres, de la Balagne à l'Alta Rocca. Au moment où est mise en œuvre la loi de pluviôse an VIII, la Corse est mise hors la constitution, soumise à un délégué général omnipotent qui surplombe les préfets et dispose de bras séculiers : colonne mobile et commission judiciaire.

Être maire en Corse sous le Consulat et le 1^{er} Empire : une normalisation tardive

- 3 Du fait des séquelles de la guerre contre l'Angleterre et du paolisme, le régime administratif fait longtemps exception. En revanche, l'obsession du retour à l'ordre conduit au choix d'une continuité municipale qui témoigne de l'exiguïté d'un vivier raréfié par les refus d'accepter des fonctions bénévoles, rendues ingrates par la conscription et les réquisitions.

La continuité du personnel des mairies des deux départements corses

- 4 Le 16 messidor an VIII, la proposition du préfet pour le poste de maire de Bastia témoigne de l'absence de rupture avec les municipalités révolutionnaires : Giovellina, « propriétaire. Ci-devant président de la municipalité. Propre, intelligent et attaché au gouvernement ». Sans doute la porosité entre les fonctions est-elle plus forte en Corse, en lien avec l'étroitesse du vivier élitare et les alliances croisées des familles de l'île. Ainsi Tiburce Morati, maire de Murato, est-il nommé au conseil général du Golo en l'an X, avant d'intégrer le conseil de préfecture et de devenir sous-préfet³. Cette perméabilité est renforcée par la pratique de l'intérim préfectoral par un conseiller de préfecture, et de celui du sous-préfet par un conseiller d'arrondissement ou, à défaut,

un conseiller général, y compris en période de présentation des tableaux de candidats, brouillant les repères hiérarchiques et la circulation verticale du « fluide électrique »⁴.

- 5 À l'échelon des modestes conseillers de « l'arrondissement communal » établi par la loi de pluviôse, la composition est immuable mais peu éclairante, car les bureaux se contentent d'indiquer « propriétaire » comme profession de membres généralement maires ou adjoints du pays⁵. La liste des conseillers généraux en dit davantage : sur 16, 13 propriétaires et un cultivateur témoignent de la prépondérance agricole dans le Golo, seuls un négociant (Filippini à Corte) et un ex-chef de bataillon (Gentile à Nonza) font exception ; le plus frappant est la minoration de la représentation de Bastia, dotée d'un seul conseiller, trace de la volonté d'encadrer des campagnes turbulentes et aussi de punir la ville.
- 6 Dans le Liamone, le préfet Galeazzini détaille sa méthode de sélection, la consultation des sous-préfets et des conseillers de préfecture qui lui ont fourni des notes sur les « personnes que la voix publique désigne pour être dignes de la confiance du gouvernement [...] pour la nomination des maires et leurs adjoints »⁶.

Obsessions préfectorales : faire régner l'ordre et alimenter la conscription

- 7 La fusion des deux départements corses en avril 1811 bénéficie à Ajaccio, déjà chef-lieu de diocèse, embellie par sa grande rue, son jardin botanique et sa bibliothèque. Si l'influence d'un préfet natif de l'île est précieuse, les temps de troubles compliquent les fidélités. Le commandant en chef multiplie les plaintes contre l'inertie d'Arrighi de Casanova dans la répression de la fraude à la conscription, il le suspecte de couvrir les « maires qui recèlent ces bandits sans les dénoncer ni les faire arrêter et qui vont même jusqu'à leur prêter assistance »⁷. Le général prend à témoin le maire d'Ajaccio pour réclamer l'éviction du préfet dont l'« apathie influe beaucoup sur la non-exécution des lois de l'Empire et sur l'esprit public »⁸. Sous-préfet de Calvi, Giubega, remplace Arrighi⁹ qui paie les suites d'une rixe entre gendarmes et maires de Rebbia et Alzi, mis aux arrêts dans la citadelle de Calvi¹⁰.

Fusion départementale et embellissement d'Ajaccio

- 8 Dès l'an X, le maire d'Ajaccio est autorisé à vendre des terrains communaux autour des anciens remparts pour financer l'agrandissement de la place du séminaire et la construction d'une maison commune et d'aqueducs, réservoirs et fontaines pour alimenter la ville en eau salubre¹¹. Les réclamations de propriétaires sont repoussées par le conseil de préfecture du fait des liens de parenté entre réclamants et conseillers municipaux, puis le conseil municipal refuse de payer l'architecte romain, le chevalier Barberi, qui a réalisé, à la demande du cardinal Fesch, les plans, les mesures et les devis¹². Le préfet botte en touche, préférant s'en rapporter à la déclaration du conseil municipal, se contentant de relever qu'il n'était « pas en fonctions à l'époque à Ajaccio »¹³. La question est d'autant plus délicate qu'elle concerne le palais du cardinal Fesch et la maison Bonaparte. Les travaux d'embellissement s'étendent au pavage de la grande rue, réalisé en 1812¹⁴, à la conduite des eaux et à la construction de fontaines publiques, priorité en Méditerranée¹⁵. Comme Blanqui le constate : « Bastia, la Marseille de la Corse, ne ressemble en rien à Ajaccio, chef-lieu de l'administration et siège de la

préfecture. Tout est vie et mouvement dans la première de ces villes, beaucoup plus peuplée que la seconde ; tout est calme dans celle-ci, d'ailleurs plus élégante et mieux bâtie »¹⁶.

Devenir maire en période de transition

- 9 Durant les Cent Jours, le Commissaire extraordinaire, Arrighi de Casanova, duc de Padoue, parent de Napoléon, remet en place les municipalités, « la très grande majorité des membres qui les composent [étant] entièrement dévoués » à l'empereur. Toutefois, il concède qu'il faudra, par la suite, sur la base de plus amples informations, écarter les moins zélés et confirmer les autres. Il demande de surseoir à l'exécution du décret impérial du 30 avril relatif à la nomination des maires par le peuple du fait de la situation particulière d'une île où les Anglais ont débarqué et les Bastiais se sont insurgés.

Être maire en Corse sous la Restauration : regards croisés

La répression administrative et pénale des abus de pouvoirs des maires

- 10 La plupart des mesures disciplinaires prises contre les maires le sont du fait de conflits d'usages ruraux de droit commun, aggravés par l'exercice et la responsabilité des fonctions. Violence, rixes et fusils ne sont pas que du folklore, les affaires de mœurs et d'alcoolisme sont moins fréquentes qu'ailleurs, « en Corse, on tue plus qu'on ne vole ». Tout puissants dans leur vallée, ces « césars de villages », ces « vizirs », multiplient abus de pouvoir et concussion¹⁷. Les fraudes à l'état civil sont souvent liées à la fuite devant la conscription, comme à Pruno en 1818¹⁸ ou à Poggio di Nazza en 1829, pour substitution frauduleuse lors d'un conseil de révision. La suspicion de complicité des maires est aggravée par l'omerta. Règlement de comptes avec l'ex-maire et querelles familiales ou de partis culminent lors d'un refus de procéder à un mariage : le renvoi au lendemain de la rédaction de l'acte provoque des tirs sur le bonnet du maire, et dégénère avec deux meurtres à quelques lieues d'Ajaccio, à Chiatra ; le maire poursuivi pour meurtre est révoqué¹⁹. À Porri, le maire démissionne en 1820 après avoir été condamné par contumace à être pendu pour meurtre. Le maire et l'adjoint de Poggio sont révoqués suite à une fusillade qui atteint le desservant ; illettrés, ils ont gardé le silence après la fuite de l'assassin²⁰.
- 11 Les révocations explicitement politiques sont rares, mais les affaires témoignent de conflits entre notables ou entre administrations : les tensions entre le procureur de Bastia et la préfecture d'Ajaccio témoignent de préoccupations divergentes, entre l'obsession d'assurer à tout prix la continuité du service, au besoin en fermant les yeux, et le sentiment de la magistrature debout d'une complaisance à motifs politiques. La litanie des affaires municipales se regroupe par grands types : police rurale, contravention champêtre, délit forestier, complicité avec un parent en cavale.
- 12 Les violences des maires dans l'exercice de leurs fonctions justifient suspension puis révocation : le sous-préfet de Sartène obtient la suspension du maire de Saint-André

qui a blessé une jeune femme d'un coup de pierre, dans une rixe²¹, au lieu d'user de son autorité pour calmer les esprits. L'adjoint de Rebbia est révoqué pour discours et cris appelant ses concitoyens à prendre les armes et à faire feu sur un détachement de gendarmerie²². Le maire de Rusio, parent de l'un des bandits les plus dangereux de l'arrondissement de Corte, est révoqué car le bandit Sarocchi passe pour son protecteur et l'utilise pour aider les autres bandits contumax²³ ! Les bandits pillent et brûlent la maison d'un propriétaire qui avait prêté assistance aux gendarmes, le maire n'intervient pas.

- 13 Des motivations politiques affluent derrière les considérants : le maire de Renno, prévenu pour faux en écritures publiques, emprisonné à Bastia en l'attente de son procès est, contre l'usage, révoqué sans en attendre l'issue, car la commune a besoin d'un maire capable de soutenir ses droits dans un procès²⁴. Le préfet met en avant le « mécontentement général » et le manque de considération de ses concitoyens, l'affaire fournit prétexte à son éviction.
- 14 Le maire de Penta-Acquatella, propriétaire le plus aisé de la commune, est suspendu puis révoqué de ses fonctions pour « avoir fait figurer en blanc l'article qui devait le concerner sur la matrice de la contribution personnelle »²⁵. Mais le préfet souligne qu'il « paraît professer ouvertement des sentiments contraires au gouvernement du Roi »²⁶. Comme si cette hostilité dynastique ne suffisait pas, le maire est accusé de négligence dans les travaux de vicinalité.

Désordre endémique cortenais : le désarroi du sous-préfet Di Pietro

- 15 Sous-préfet de Corte puis de Calvi, Dominique di Pietro est un vrai-faux corse, neveu du cardinal du même nom, probablement nommé en Corse par un fonctionnaire trompé par son patronyme. Soutenu dans ses demandes de réintégration conjointement par La Fayette, le maire de Grasse et la municipalité de Calvi, il écrit au ministre : « J'occupais auparavant une place de sous-préfet dans la Corse. C'est assez vous faire connaître toute la reconnaissance que je vous dois, pour avoir bien voulu me sortir d'un département qui est comme un lieu d'exil pour les fonctionnaires qui ont eu le bonheur de naître sur le sol de France », mais il se plaint de n'avoir obtenu qu'un secrétariat général qui ne convient pas à ses habitudes d'administration²⁷. Le regard du préfet est tout autre : « Corte renferme une population inquiète et constamment en armes ; on n'y respecte pas plus la vie des citoyens que leurs propriétés. Cet arrondissement enfin est le siège de l'anarchie la plus complète, anarchie à laquelle M. Di Pietro n'a pas laissé que de contribuer par son inertie. Ce fonctionnaire a sans doute tout ce qu'il faut pour réussir ailleurs, mais il lui manque les qualités les plus nécessaires en Corse, de l'activité et une fermeté à toute épreuve »²⁸ !
- 16 Le même constat s'applique à l'un des membres du clan Pietri, sous-préfet de Sartène, au sujet duquel le Préfet de la Corse note : « Oublier, en quelque sorte, pendant un trop grand nombre d'années, les fonctionnaires français en Corse, c'est les décourager et rendre *moins efficace* leur zèle et leur *activité* dont il importe que dans ce pays ils ne se relâchent jamais ! »²⁹.

Être maire en Corse face au conseil élu : le compromis orléano-bonapartiste

- 17 En 1831, le tournant électif est pris avec la descente de la politique vers les masses municipales, sauf au conseil général où les fonctionnaires conservent un quasi-monopole, avec un collège électoral restreint : maires, juges de paix, magistrats et anciens officiers ne laissent que des strapontins aux propriétaires, sous le condominium de Sébastiani et d'Abbatucci³⁰.

Être maire après une révolution : titres de reconnaissance

- 18 Après 1830, le remplacement des maires pose difficulté à l'administration ; « l'élite de rechange » des petits notables est à rechercher au sein des opposants à Charles X, parmi les bonapartistes et républicains révoqués en 1815, unis dans la Charbonnerie. Ainsi pour la mairie de Calvi, le préfet présente Antoine Bizzo, chef de bataillon de la garde nationale du canton et membre à ce titre de la Junte du gouvernement de la Corse, ancien juge de paix, maire et sous-préfet intérimaire de cette ville, « preuves de dévouement à la cause nationale [...] ; les traverses qu'il a essuyées en 1815 lui donnent des droits à l'intérêt du gouvernement »³¹.
- 19 La domination des fonctionnaires dans les assemblées locales est manifeste en Corse, mais en dehors du maire d'Ajaccio, Cunéo d'Ornano, les maires n'apparaissent que pour des cantons plus modestes : Calvi, Belgodère, Piedicroce, Sollacaro. La mairie n'est pas encore un tremplin, et le conseil général n'est élu que par le collège des électeurs censitaires nationaux, complété des rares électeurs qui tirent leurs droits de leurs grades ou fonctions, les « capacités ». En revanche, les renouvellements triennaux des conseils municipaux mobilisent largement : à Bastia, sur les 12 000 habitants, plus de 600 électeurs peuvent voter, avec un seuil minimal de 7 francs et 5 centimes³².
- 20 Signe de l'importance accordée à la composition des municipalités, chaque trimestre, le préfet est tenu de fournir les changements apportés, les causes (décès, démission) et les renseignements habituels sur les nouveaux titulaires, y compris dans les communes les plus réduites. La célérité dans leur envoi est une qualité appréciée, motif à promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur. Le plus frappant est la distance sociale plus grande entre petits et grands notables, le grand fossé de la pauvreté et de la dépendance entre l'*alta pulitica* et la *bassa pulitica*, les parlementaires et les maires de village³³. Le régime censitaire y trouve une limite, une impossibilité de fonctionnement quand 14 électeurs font face à un seul éligible, le comte Sébastiani, qui dépasse les 1 000 francs grâce à ses propriétés continentales.
- 21 Autre singularité, le pouvoir absolu dont dispose le maire de village en matière de police rurale, de gestion des communaux et de mise en œuvre des usages communautaires rend cette fonction gratuite plus attractive que sur le continent. La préparation de bonnes élections est encore plus liée en Corse à la gestion des places, les postes distribués en prébendes par l'État et les municipalités prennent un tour ouvertement clientéliste, proportionnel à la pauvreté du secteur productif. Dans cette répartition opérée sous l'égide du *capi partitu*, les maires sont les fonctions charnières entre les grands notables et petits engagés. Ainsi en 1839 le préfet garantit la réélection des sortants gouvernementaux, le comte Sébastiani et son neveu Limperani, à condition

que le ministre Montalivet lui accorde de récompenser par une décoration, une recette générale et le transfert d'un poste à une commune qui vote bien, celle de Sollacaro du maire Colonna d'Istria, le changement d'un juge de paix et un « témoignage de haute bienveillance » envers le préfet afin de montrer à l'opinion qu'il n'est pas en disgrâce³⁴ ! L'échange de bons procédés se fait spontanément à chaque mouvement administratif ou de promotion à l'ordre de la légion d'Honneur³⁵. Seule la presse d'opposition avec le *Progressif, journal de la Corse*, s'insurge en 1844 du pourrissement de la situation économique, pénale, sociale et administrative, sous le parrainage de la coterie autocratique du maréchal Horace Sébastiani, ministre des affaires étrangères puis ambassadeur, les « maires repris de justice, les juges de paix receleurs de bandits », les violences au sein des conseils³⁶.

- 22 La répression administrative des maires de village se prolonge pour des motifs récurrents, mais avivés par les lois orléanistes et les nouvelles compétences municipales. Le préfet Jourdan se plaint en 1835 des poursuites fréquentes qui seraient exercées en Corse contre les maires de l'arrondissement de Corte par le procureur trop zélé³⁷.
- 23 À Porta en octobre 1830, le maire est révoqué en raison de ses « sentiments [...] pour le gouvernement déchu ». Le malheureux a appelé l'attention de la tutelle, il est révoqué car le 1^{er} août, il avait, dans un timing inopportun, assuré de la loyauté « très royaliste » de sa commune... en dehors de « quelques familles libérales » qu'il s'empressait de dénoncer : les Sébastiani et les Pompéi³⁸ ! Le maire de Renno est révoqué pour avoir appelé ses administrés, qui étaient « à la plage », à différer le paiement de leurs contributions. Une pétition le dénonce comme hostile à la nouvelle dynastie, cupide, habile dans la cabale et dans le détournement de la caisse et des biens communaux à son profit, abusant de l'ignorance des conseillers municipaux. Cette commune joue de malchance, car son nouveau maire se nomme Fieschi, dénoncé comme apparenté au « monstre du 28 juillet », « l'exécrable tentateur des jours du Roi des Français »³⁹.
- 24 Le maire de Pietralba est révoqué pour avoir loué deux locaux pour le même objet, irrégularité grave et soupçon d'enrichissement personnel, pour servir à la maison d'école et au logement de l'instituteur⁴⁰. Le maire de Pietroso est suspendu pour délit d'une coupe considérable dans le bois communal, sur le rapport du sous-préfet de Corte⁴¹.

La rareté des mesures disciplinaires à l'encontre des maires sous Napoléon III

- 25 À Prato, le maire est révoqué en 1854 pour abus de pouvoir dans la suspension de l'instituteur, cas rare sous le Second Empire qui dissout de préférence les conseils municipaux et soutient sans faille les maires nommés. En 1855, le maire de Pruno est accusé d'avoir dressé un faux acte de décès à l'effet de toucher une somme de l'hospice civil de Bastia en faveur d'une nourrice, et un certificat constatant faussement l'existence d'un enfant décédé⁴². Le maire de Riventosa, coupable de négligences réitérées dans la poursuite des contraventions champêtres, en dépit des remontrances du sous-préfet de Corte, est suspendu de ses fonctions, du fait de la conviction du préfet que la mesure suffira à le rendre zélé dans la transmission au commissaire de police cantonal des procès-verbaux des gardes champêtres⁴³.

Destins d'outre-maire : entrer dans la carrière administrative

- 26 La contestation du nouveau régime orléaniste s'incarne en Corse dans les luttes de familles entre nouveaux et anciens fonctionnaires. En 1832, le sous-préfet Tiburce Morati fait l'objet d'attaques venues de son prédécesseur, le vicomte légitimiste de Petriconi. En 1834, il demande à Jourdan⁴⁴ d'appuyer sa candidature à la légion d'Honneur qui serait « accueillie avec plaisir par l'élite de ses concitoyens et produirait partout un bon effet ». Morati rappelle les états de service de sa carrière publique depuis l'an VI, modèle de *cursus honorum* de grand notable corse⁴⁵. D'opinion « toujours française, quel que soit le gouvernement en place, plus française que bonapartiste »⁴⁶ ; « vieilli dans les services publics, sous-préfet de l'arrondissement le plus considérable ; résidant au chef-lieu de la division militaire et de la cour royale, honoré de la confiance de [ses] administrés »⁴⁷, il est soutenu par le député de Gasparin qui lui doit son élection⁴⁸. Sa seule ambition, « celle de voir un de ses fils lui succéder », est satisfaite, avec un parcours identique : conseiller général en 1835, conseiller de préfecture en 1838 et à l'issue de ce noviciat, la sous-préfecture de Bastia en 1843. Fresneau⁴⁹ relaie positivement la demande de décoration du « sous-préfet héréditaire », qui a fait élire à l'unanimité le maréchal Sébastiani⁵⁰.
- 27 Le préfet de police Piétri, modèle du « préfet à poigne » de *Son Excellence Eugène Rougon*, et qui a pour successeur à ce poste son frère, est le grand protecteur de la carrière de ses parents dans son fief de Sartène, où « la population est aussi étrangère à celle de Bastia que les Alsaciens le sont aux Bas-Bretons », mais la trop longue station de sous-préfets médiocres envenime les rivalités et complique les élections⁵¹.

Un préfet autocrate et affairiste : le proconsulat de Jourdan du Var

- 28 Dans le *Dictionnaire des idées reçues* sur les maires de Corse, la palme revient sans conteste au préfet qui l'administre durant la monarchie de Juillet qui écrit en 1836 : « Le département de la Corse diffère en tout des autres départements. L'expédition des affaires est ici plus difficile que partout ailleurs ; il faut quelques fois plusieurs lettres pour obtenir de nos maires le plus simple renseignement »⁵². Jourdan est emblématique d'une dérive de la tutelle sur les maires par son autoritarisme au service d'un clan, les soupçons sur son affairisme : actionnaire de la compagnie des paquebots de la Méditerranée, il charge son frère de la surveillance administrative du service des cargos, conflit d'intérêts dénoncé à la Chambre par le duc d'Uzès⁵³. Il rejette l'accusation de népotisme, et justifie son souhait de multiplier les liaisons maritimes avec le continent, sans diminuer la desserte hebdomadaire d'Ajaccio et de Bastia⁵⁴. Alors que Jourdan en appelle à l'intervention d'Abbatucci, le « député de toutes les oppositions du Loiret »⁵⁵, son cas est scellé par son successeur, qui rapporte dans une lettre « très confidentielle » les échanges hebdomadaires entre Jourdan et le directeur de la compagnie, les milliers de francs remis régulièrement au préfet et l'absence de droits de ses colis⁵⁶. Pire encore, son frère, chef des bateaux à vapeur au siège principal de Toulon, a été renvoyé pour malversation juste après sa mutation. Enfin, coup de grâce, la pétition contre le vote de six mille francs de « joyeuse entrée » au maréchal de camp le vicomte Sébastiani par chaque ville principale, au détriment des travaux des quais de Bastia et d'Ajaccio, du collège et de la construction du Monument Napoléon⁵⁷.

- 29 Les spécificités administratives corses ne sont pas figées, ce sera à la Troisième République de réussir l'accommodation de la démocratie par les maires et les réseaux de grands élus. Bien des défis demeurent : concilier tourisme et développement, identité insulaire et ouverture, rompre avec l'assistance et avec le clanisme.
- 30 En 1928, le président de section au Conseil d'État Georges Maringer, président du Touring club de France, ancien Haut-commissaire clemenciste à Strasbourg, lance une campagne promotionnelle : « Allez en Corse ! » Il reprend des thèmes présents chez Blanqui : désarmement général, école obligatoire, grande route de ceinture et multiplication des relations maritimes : « Il existe à 24 heures de Toulon et à 8 heures de Livourne une Mitidja française, comparable à la Terre promise, et propre à toutes les cultures », méditerranéennes bien sûr⁵⁸.

NOTES

1. Marc Biancarelli, Murtoriu. *Ballade des innocents*, Babel, Actes Sud, 2012, p. 70.
2. Le préfet Jourdan évoque ces visites de personnalités politiques et scientifiques éminentes pour mettre en avant sa lutte contre la vendetta électorale à la suite de l'assassinat de Pozzo di Borgo et répond à la mise en cause de l'Administration forestière en Corse par un article de Blanqui dans *Le Courrier français*. Note de la division des régies et administrations financières au ministre des Finances le 12 février 1842. Archives nationales (désormais AN), F/1bI/164/7.
3. Arrêté du Premier Consul du 14 fructidor de l'an X.
4. Lettre du ministre de l'Intérieur au conseiller de préfecture Stefanini remplaçant provisoirement le préfet du Golo, 24 prairial an VIII.
5. Liste de présentation au ministre des membres des conseils d'arrondissement par le préfet du Golo, le 15 messidor an VIII.
6. Liste de présentation au ministre des membres du conseil général et des conseils d'arrondissement par le préfet du Liamone le 17 prairial an VIII.
7. AN, F/1bI/155/7, Rapport du général Berthier au ministre de la Guerre le 22 janvier 1814.
8. AN, F/1bI/155/7, Rapport du général Berthier au ministre de la Guerre le 20 janvier 1814.
9. AN, F/1bI/161/13.
10. Le sous-préfet de Corte, Bartoli, nouveau Salomon, avait souligné que les gendarmes, dont l'un était ivre, « doivent respect aux maires et se prêter à leurs réquisitions ; mais ceux-ci leur doivent aide et protection ». AN, F/1bII/Corse/22, Rapport du sous-préfet de Corte le 28 mai 1813.
11. Le 14 messidor an X, Ajaccio, le conseiller d'État, administrateur général des départements du Golo et du Liamone au citoyen ministre Chaptal, loi du 5 Prairial.
12. Réclamation en paiement des travaux exécutés pour la ville d'Ajaccio par le chevalier Barberi au ministre de l'Intérieur, le 11 Brumaire de l'an XIV.
13. Rapport du préfet du Liamone, le 15 Ventôse an XIII.
14. Lettre du préfet du Liamone, le 30 mai 1812, au conseiller d'État directeur général de la comptabilité des communes.
15. Rapport du préfet du Liamone, 12 Thermidor de l'an XIII, 1^{er} division, bureau des communes.
16. *Rapport sur l'état économique et moral de la Corse*, F. Didot frères, 1840, 84 p.

17. « Dans l'état actuel de la Corse, il n'y a pas un juge de paix qui ne soit plus puissant que le roi ; il n'y a pas un maire qui ne puisse être, en dépit de toutes nos lois municipales, aussi absolu qu'un vizir ! », Adolphe Blanqui, *op. cit.*, p. 13.

18. Le maire de Pruno est suspendu provisoirement par le préfet de Corse, en attente que le procureur du roi à Bastia lui fasse connaître les résultats de son enquête, pour falsification des registres d'état civil en faveur d'un jeune homme de la classe 1818. AN, F/1bII/Corse/22, Arrêté préfectoral du 23 août 1819.

19. AN, F1bII/Corse/15, Arrêté de révocation du 5 mai 1821.

20. AN, F/1bII/Corse/21, Note pour le ministre du 6 février 1824.

21. AN, F/1bII/Corse/22, Arrêté du 21 août 1823. Révoqué le 7 octobre 1823.

22. AN, F/1bII/Corse/22, Arrêté ministériel de révocation du 23 septembre 1823.

23. AN, F/1bII/Corse/22, Note au ministre de l'Intérieur le 9 septembre 1823.

24. AN, F/1bII/Corse/22, Note de la direction générale des communes du 19 octobre 1824.

25. AN, F1bII/Corse/21, Rapport du préfet de Corse du 29 juillet 1822 et arrêté du ministre de l'Intérieur Corbière le 3 septembre 1822.

26. AN, F/1bI/159/3. Comme souvent, le dessous des cartes est à chercher dans le rapport initial du sous-préfet de Bastia : il s'agit d'un maire dont le « dévouement absolu à la Révolution » l'a porté à la mairie et maintenu à ce poste alors même qu'il avait pris les armes aux Cent Jours. La question est délicate pour l'administration préfectorale, car prétendre qu'un maire nommé éprouve une « aversion pour la dynastie régnante » pose la question des responsabilités dans cette erreur. Le sous-préfet ne contourne pas l'obstacle, attribuant cette faute politique non à l'ancien préfet Eymard, ancien lieutenant de police inspecteur général à Marseille, mais à « l'influence de ceux qui l'avaient proposé » à sa nomination.

27. AN, F/1bI/170/15, Lettre du secrétaire général de l'Aude au ministre de l'Intérieur, de Carcassonne, le 25 août 1828. « Pendant sept ans, surtout, j'ai administré l'arrondissement le plus difficile du pays, celui de Corte, qui est situé tout entier dans des montagnes la plupart inaccessibles et où les mœurs primitives de l'île se sont conservées dans toute leur âpreté. À l'époque de mon arrivée, cet arrondissement était affligé par des inimitiés sans nombre : des bandes de malfaiteurs en parcouraient toutes les communes, et en épouvantaient la population par les crimes atroces qu'ils commettaient. Quatre ans après, cet état de choses n'était déjà plus que dans la mémoire des habitants. La sécurité la plus parfaite avait pris la place de la consternation précédente. Les malfaiteurs, ou avaient été pris et livrés à la justice, ou désespérant d'échapper aux poursuites dirigées contre eux, avaient pris le parti de fuir une terre qu'ils avaient trop longtemps désolée par leurs excès. Depuis l'époque de ces beaux changements, la tranquillité de l'arrondissement de Corte n'a plus été troublée, le pays a marché désormais vers une prospérité toujours croissante, et toutes les mesures émanées du gouvernement y sont devenues de la plus facile exécution. Certes ! De tels événements n'ont point eu lieu sans que l'administrateur de l'arrondissement n'y ait eu la plus grande part ».

28. AN, F/1bI/170/15, Rapport au ministre de l'Intérieur, le 27 juin 1824.

29. AN, F/1bI/170/15, Rapport au ministre de l'Intérieur, le 19 août 1826.

30. AN, F1bII/Corse/7, Liste des membres du conseil général dressée par le préfet de la Corse, le novembre 1833. Objets généraux 1828-1855.

31. Rapport du préfet de Corse au ministre de l'Intérieur du 17 novembre 1830. Bizzo n'a jamais été remboursé des 100 fusils achetés pour son bataillon, soit 3 000 f. Lettre de Bizzo au préfet de la Corse, le 31 octobre 1830.

32. État des électeurs municipaux dressé par le préfet de la Corse, 24 octobre 1834.

33. Georges Ravis-Giordani, « L'*alta pulitica* et la *bassa pulitica* : valeurs et comportements politiques dans les communautés villageoises corses (XIX^e-XX^e siècles) », *Études rurales*, n° 63-64, juil.-déc. 1976, p. 171-189.

34. AN, F/1bI/164/7, Rapport du préfet de la Corse au ministre de l'Intérieur, le 10 février 1839.

35. AN, F/1bI/164/7, Intervention des députés Tiburce Sébastiani et Limperani en faveur de la promotion du préfet Jourdan, lettre au ministre de l'Intérieur, le 27 décembre 1831.
36. AN, F/1bI/164/7, *Le Progressif, journal de la Corse* du jeudi 3 octobre 1844.
37. AN, F/1bII/Corse/21, Tableau des maires de l'arrondissement de Corte ayant fait l'objet d'accusations, adressé par le préfet de la Corse, Jourdan, au ministre de l'Intérieur, le 17 octobre 1835, et lettre au procureur royal de Bastia.
38. AN, F1bII/Corse/21, Arrêt de révocation du 2 octobre 1830.
39. AN, F/1bII/Corse/22, Renseignements du préfet de la Corse, le 16 novembre 1835.
40. AN, F/1bII/Corse/21, Arrêté de suspension par le préfet de la Corse, le 4 septembre 1835, arrêté de révocation, le 7 mars 1836.
41. AN, F/1bII/Corse/21, Rapport du 14 avril 1835.
42. AN, F/1bII/Corse/22, Lettre du préfet de la Corse au ministre de l'Intérieur, le 15 janvier 1855.
43. AN, F/1bII/Corse/22, Arrêté préfectoral du 5 mars 1857.
44. AN, F/1bI/164/7, Lettre du 9 avril 1834.
45. Lors du soulèvement de la Corse contre le gouvernement du Directoire en l'an VI, l'influence de ce grand propriétaire doté de 5 000 francs de rente, maire de Murato et de sa famille permettent à son village de rester fidèle à la République, même avant l'arrivée du continent des renforts pour mater la révolte du Nebbio. Il gagne la confiance des généraux en recrutant pour eux en langue corse pour leur colonne 1 200 patriotes. Les généraux Vaubois et Fischer attestent « les vertus de ce bon républicain, [...] ses grands services dans une circonstance où la Corse a manqué de retomber à la puissance des brigands et des révoltés ». AN, F/1bI/167/30, Lettre du général Fischer aux autorités civiles et militaires, 15 Thermidor de l'an VII.
46. Confirmé à la mairie en l'an VIII, l'année suivante conseiller général du Golo grâce à son action contre l'épizootie puis en 1806 conseiller de préfecture. Avec la réunion des deux départements corses en 1811, il est promu doyen du conseil de préfecture à Ajaccio. Aux Cent-Jours, il appartient à la Junte du Gouvernement en Corse nommée par décret impérial. Naturellement révoqué par le commissaire extraordinaire de Louis XVIII à la Seconde Restauration, le marquis de la Rivière le 24 décembre 1815, il résiste sous la Restauration aux « caresses et aux menaces » pour rester fidèle aux idées de souveraineté nationale, titre à reconnaissance en juillet 1830. AN, F/1bI/167/30, Lettre de Chaptal au maire de Morato, le 27 ventôse an IX.
47. Colonel de la garde nationale et conseiller d'arrondissement, doté de 8 000 francs de rente ce qui en fait un riche propriétaire en Corse, il retrouve naturellement son poste sous-préfectoral bastiais en septembre 1830. Bulletin de renseignements du 9 avril 1834, sous-préfet de Bastia au préfet de la Corse, Jourdan du Var.
48. AN, F/1bI/167/30, Recommandation du 6 août 1842.
49. AN, F/1bI/160/14, Préfet de la Corse installé à Ajaccio le 17 juillet 1845, révoqué en février 1848.
50. Le préfet associe le maire de Corte, Adriani, dans ses « présentations collectives » de 1847. AN, F/1bI/167/30, Lettre du préfet de Corse au ministre de l'Intérieur, le 23 février 1847.
51. « M. Piétri a pris part inconsidérément à toutes les luttes corses ; il en est résulté pour lui une position difficile et un découragement qui le porte à s'isoler de plus en plus de ses collègues et de ses chefs ». Rapport du préfet de la Corse, 7 octobre 1866. « Sa position exceptionnelle au milieu des partis qui désolent la Corse présentait, lors des dernières élections, des difficultés qu'il n'a pas toujours su surmonter heureusement ». AN, F/1bI/, Rapport du 12 octobre 1863.
52. AN, F/1bI/164/7, Rapport du préfet de la Corse Jourdan du Var, le 30 septembre 1836.
53. Il s'en justifie en affirmant avoir informé le ministre Guizot dès sa nomination, et que celui-ci a vu dans sa position intéressée « un service déjà rendu au pays qu'[il] allait administrer ». AN, F/

1bI/164/7, Réponse à la demande de renseignements du ministre par le préfet des Basses-Alpes, le 19 juillet 1847.

54. « Cette entreprise qui rend la Corse continentale, qui double, triple la valeur des propriétés, qui donne des débouchés prompts et avantageux à toutes les productions de l'île, qui doit la mettre un jour au niveau de nos départements les plus riches, mérite toute la bienveillance de l'autorité locale et du gouvernement ». AN, F/1bI/164/7, Lettre du préfet de la Corse au ministre de la Marine, le 21 décembre 1831.

55. AN, F/1bI/164/7, Rapport du préfet de la Corse Jourdan du Var, le 7 mars 1842.

56. AN, F/1bI/164/7, Rapport du préfet de la Corse Fresneau, le 24 juillet 1847.

57. AN, F/1bI/164/7, *Le Journal de la Corse* du 14 octobre 1840.

58. Adolphe Blanqui, *op. cit.*, p. 28.

RÉSUMÉS

De la loi consulaire de Pluviôse an VIII à la guerre franco-prussienne de 1870, la Corse connaît une situation souvent à part, du fait de son insularité, de son sous-développement. Toutefois, la politique de nomination des maires menée par les préfets est proche de celle de leurs collègues du Continent, les traits d'héritages familiaux, de grands protecteurs (Sébastieni, Abbatucci) et de mansuétude envers les irrégularités et indécidatesses des maires de village sont simplement plus prononcés, mais ne font pas exception par rapport à d'autres départements ruraux. Les maires urbains sont choyés et progressivement intégrés aux rangs des sous-préfets par Guizot puis par Napoléon III.

From the law of "Pluviôse an VIII" (1800) to the Franco-Prussian War, Corsica often enjoyed a special status due to its Mediterranean insularity and its economic under-development. However, although the process for the nomination of mayors by prefects was the same there as on the continent, the part played by family influence, the protection of notables and leniency towards illegal or inappropriate behaviour was greater in Corsica than elsewhere. The mayors of the main administrative towns (Ajaccio, Bastia, Calvi, Corte, Sartène) benefitted from the largesse of Orleanist and Bonapartist policies, and were given access to promotions to enter the Préfecture administration.

INDEX

Keywords : insularity, prefect, rural mayor, corruption, violence

Mots-clés : insularité, préfet, maire de village, concussion, violences

AUTEUR

PIERRE ALLORANT

Pierre Allorant, agrégé d'histoire, docteur en droit, Hdr, professeur d'histoire du droit, doyen de la faculté de droit, économie et gestion de l'université d'Orléans, laboratoire POLEN-CEPOC.

Secrétaire général du CHPP. Ses recherches portent sur la tutelle administrative, le corps

préfectoral et les élus locaux, la décentralisation et ses réformes, les élites politiques, administratives, juridiques, médicales et les ingénieurs, en particulier en temps de guerre, à travers les écrits du for privé. Il vient de publier (avec Jacques Resal) : *L'As et le Major. Lettres du ciel de la Grande Guerre* (Encrage, mars 2017) ; *La demeure de l'ambition. L'ascension d'une famille bourgeoise vue à travers les lettres de femmes (1814-1914)* (PULIM, février 2017) et *Des médecins au service du Progrès (1818-1878)* (Encrage, janvier 2017).